



HAL
open science

Pérou : la difficile cohabitation démocratique

Gustavo Pastor

► **To cite this version:**

Gustavo Pastor. Pérou : la difficile cohabitation démocratique. Les Études du CERI, 2019, 239-240, pp.31 - 35. 10.25647/etudesduceri.239-240.06 . hal-03578913

HAL Id: hal-03578913

<https://sciencespo.hal.science/hal-03578913>

Submitted on 17 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Pérou : la difficile cohabitation démocratique

par Gustavo Pastor

Le Pérou expérimente un difficile apprentissage de la démocratie qui implique la poursuite de la modernisation du pays dans un contexte de cohabitation conflictuelle entre le parti au gouvernement, Péruviens pour le changement (PPK¹), et l'opposition dominée par le parti Force populaire, héritier du capital électoral de l'ancien dictateur Alberto Fujimori. Cet antagonisme reflète la confrontation des deux sensibilités politiques qui ont dominé l'histoire politique du Pérou de ces trois dernières décennies : le fujimorisme et l'anti-fujimorisme. Nous revenons ici sur les moments forts de cette difficile cohabitation durant les deux premières années du gouvernement du PPK.

La fragilité politique de Pedro Pablo Kuczynski

Pedro Pablo Kuczynski a été élu président en 2016 après une campagne électorale agitée. Grâce au soutien des forces anti-fujimoristes, il a battu Keiko Fujimori avec 41 438 voix d'écart. D'emblée, il a dû faire face à une opposition majoritaire au Congrès (soixante-treize sièges sur cent trente), bien décidée à venger sa défaite en entravant systématiquement l'action du gouvernement.

Pour autant, la fragilité politique de Kuczynski tient aussi en partie à sa personnalité et à la série d'erreurs qu'il a commises. Son excessive confiance en soi l'a conduit à faire des déclarations qui ont souvent mis le gouvernement en porte-à-faux.

Parallèlement, l'attitude belliqueuse des fujimoristes s'est inscrite dans le cadre d'une stratégie de boycott des initiatives du gouvernement destinée à miner sa popularité, en pointant du doigt son inefficacité dans un contexte perturbé par les conflits sociaux, les désastres naturels (notamment la contamination pétrolière en Amazonie), les grèves constantes, l'insécurité, etc.

En dépit de la complexité des relations entre l'exécutif et le législatif, des marges de négociation ont été préservées. Ainsi, le Congrès a pu accorder sa confiance au gouvernement, lui déléguant même ponctuellement certaines prérogatives et votant parfois ses lois, surtout dans le domaine économique. En échange, les fujimoristes se sont vus attribuer certaines directions d'agences publiques comme la Superintendance nationale des douanes et de l'administration fiscale (SUNAT), le défenseur du peuple (institution indépendante chargée de protéger les droits constitutionnels) ou la Banque centrale. A chaque nomination, le président Kuczynski est apparu en position de faiblesse, sans doute parce que ses pratiques démocratiques n'étaient pas adaptées pour affronter l'autoritarisme agressif du fujimorisme. En dépit des négociations, l'opposition a continué à interpeler les ministres. En décembre 2016, le ministre de l'Education a été censuré par les parlementaires et a dû quitter ses fonctions.

¹ Le sigle de ce parti reprend les initiales de son fondateur Pedro Pablo Kuczynski.

Ces affrontements constants entre les différents pouvoirs ont conduit le cardinal du Pérou, Juan Luis Cipriani, à proposer une médiation. Une rencontre a bien eu lieu, mais elle n'a pas empêché la guerre de se poursuivre, voire même de s'intensifier avec les révélations de l'affaire Oderbrecht en janvier 2017. Le scandale a eu des retombées importantes au Pérou car il a impliqué de nombreux dirigeants politiques, chefs d'entreprise et hauts fonctionnaires. Il a aussi contribué au ralentissement de la croissance économique, dans la mesure où de grands projets d'infrastructures ont été paralysés. Parmi les dirigeants politiques impliqués figurait l'ancien président Alejandro Toledo (2001-2006), accusé d'avoir reçu vingt millions de dollars de pots-de-vin de cette entreprise brésilienne dans le cadre de la construction de la route interocéanique. Ce dernier vivant aux Etats-Unis, une procédure d'extradition a été engagée à son encontre. Les confessions de Marcelo Oderbrecht ont aussi permis de dévoiler un financement illégal des campagnes électorales des présidents Alan Garcia (2006) et Ollanta Humala (2011), ou encore de Keiko Fujimori (2011) et de l'ancienne maire de Lima Susana Villarán (2013). Une enquête préliminaire a débouché sur l'incarcération de Humala et de sa femme entre juillet 2017 et avril 2018.

Le président Kuczynski a aussi été impliqué dans l'affaire lorsque Marcelo Oderbrecht a révélé qu'il l'avait embauché comme consultant après sa participation au gouvernement Toledo. Bien qu'il ait nié ces allégations, la presse s'est mise à enquêter sur ses affaires au moment où le phénomène climatique el Niño provoquait d'importants dégâts dans le pays (mars-avril 2017)².

Le fujimorisme a clairement exploité les difficultés de Kuczynski en poussant à la démission son ministre des Transports et des Communications et vice-président Martín Vizcarra, en mai 2017, après l'avoir accusé d'avoir signé un contrat de construction d'un aéroport qui portait préjudice à l'Etat. En juin de la même année, c'est le ministre de l'Economie Alfredo Thorne qui démissionnait après la révélation d'une conversation téléphonique au cours de laquelle il tentait d'influencer le Contrôleur de la République à propos de la construction de cet aéroport.

Les fujimoristes se sont ensuite attaqués à la nouvelle ministre de l'Education en l'accusant de ne pas avoir su gérer une grève des enseignants qui a duré quatre mois. Cette fois pourtant, le président a choisi l'affrontement en posant au Parlement une question de confiance relative à sa politique éducative. Le vote a provoqué la démission de l'ensemble du gouvernement, mais comme le permet la Constitution, le président a pu alors brandir la menace d'une dissolution en cas de nouvelle censure.

Le changement de gouvernement

Le président Kuczynski a ensuite procédé à la nomination d'un nouveau gouvernement, dirigé par la parlementaire et deuxième vice-présidente Mercedes Aráoz. Il pensait que cette dernière saurait à ce titre améliorer les relations avec le Parlement. Toutefois, le profil technocratique de ce nouveau gouvernement n'a pas facilité les relations avec les parlementaires.

² Selon les déclarations du ministre de l'Intérieur Jorge Nieto, el Niño a produit d'importants dégâts matériels et cent un morts (*Perú 21*, 3 avril 2017).

Durant cette période, le gouvernement et certains parlementaires (dont Kenji Fujimori, fils d'Alberto Fujimori) négociaient discrètement la libération de l'ancien dictateur en échange d'un soutien politique. Si la qualification du Pérou pour la coupe du monde de football en Russie et la visite du pape ont octroyé un court répit au président, sa situation a très rapidement continué à se dégrader au fur et à mesure qu'avancait l'enquête sur les présomptions de corruption. Après avoir déclaré sous serment qu'il n'avait jamais travaillé pour Oderbrecht, Kuczynski a dû admettre publiquement qu'il avait menti et que son entreprise s'était effectivement associée à l'un de ses projets. Des investigations journalistiques ont également montré qu'une autre de ses sociétés avait réalisé de nombreuses missions pour Oderbrecht qui impliquaient de graves conflits d'intérêt. L'opposition fujimoriste au Congrès en a profité pour exiger la démission immédiate du président et menacer d'engager une destitution par la voie parlementaire s'il s'y refusait.

Dans un premier temps, le président a pu compter sur le soutien des forces politiques anti-fujimoristes. Le 22 décembre 2017, les fujimoristes n'étaient pas parvenus à réunir les quatre-vingt-sept voix nécessaires pour le destituer. La gauche s'était abstenue et, contre toute attente, onze parlementaires fujimoristes, Kenji Fujimori en tête, avaient voté contre.

Deux jours plus tard, le président commettait une nouvelle erreur qui lui faisait perdre ses derniers soutiens politiques. En gracieux Alberto Fujimori pour « raisons humanitaires », il a provoqué la réaction unanime de tous les défenseurs des droits de l'homme dans le pays. De nombreux ministres ont alors choisi de quitter le gouvernement, et la gauche en a profité pour réclamer un nouveau vote de censure à l'Assemblée.

Isolé, Kuczynski a bien tenté d'acheter le soutien de certains parlementaires fujimoristes de la fraction de Kenji, en leur promettant de juteux contrats de construction d'infrastructures dans leur région. Mais le 21 mars, des vidéos étaient publiées qui montraient des négociations portant sur ces contrats. Les manœuvres du gouvernement étaient ainsi mises à nu, et le jour même le président démissionnait.

Le nouveau style du président Vizcarra

Le vice-président Martín Vizcarra occupait les fonctions d'ambassadeur du Pérou au Canada quand il a été appelé à succéder à Kuczynski. Le choix de certains membres de son gouvernement lui a immédiatement valu des tensions au sein de sa famille politique : nommé Premier ministre, César Villanueva avait été l'un des promoteurs de la procédure de destitution de Kuczynski ; Salvador Heresi, à la justice, avait lui aussi œuvré en ce sens.

Pour autant, les relations entre Vizcarra et sa base parlementaire se sont vite améliorées, à mesure que le climat se dégradait avec les fujimoristes. Dans la rue, les mobilisations contre le pardon octroyé à Fujimori n'ont pas cessé. La corruption a aussi été dénoncée par des manifestants qui ont commencé à reprendre le slogan « qu'ils s'en aillent tous », inventé par les Argentins en 2001. La grève des professeurs s'est durcie et d'autres motifs d'insatisfaction sont apparus : arrivée massive de migrants vénézuéliens et ralentissement de la croissance économique, qui a provoqué la démission du ministre de l'Economie David Tuesta. De leur côté, les fujimoristes ont suspendu Kenji Fujimori et ses partisans de leur groupe parlementaire pour avoir tenté de briser l'unité du mouvement.

Durant les premiers mois de son mandat, Vizcarra n'a pas semblé suivre une stratégie précise. Il s'est montré conciliant avec l'opposition, ce qui s'est traduit par une baisse de sa popularité. En deux mois, son taux de réprobation est passé de 19 % à 44 %³.

En juillet, un nouveau scandale de corruption a éclaté, cette fois dans les milieux judiciaires. Des enregistrements ont dévoilé des pratiques illicites de négociation de peines de prison en échange d'argent. D'autres ont porté sur la manipulation de concours publics pour la désignation de juges, provoquant des réactions d'indignation dans tout le pays.

Les médias se sont déchaînés pendant des semaines sur ce scandale, utilisant des centaines d'enregistrements compromettants. Les liens entre certains dirigeants politiques et les hauts fonctionnaires du pouvoir judiciaire ont été portés à l'attention du public. L'impact a été conséquent : la quasi-totalité des personnes impliquées dans les enregistrements ont été destituées ; le ministre de la Justice, tous les membres du Conseil national de la magistrature (chargé de nommer les juges) et le président du pouvoir judiciaire ont dû démissionner, et de nombreuses peines de prison ont été prononcées.

L'affaire a été tout aussi dévastatrice pour les fujimoristes. La façon dont le groupe a pris la défense de certains accusés a provoqué un rejet généralisé dans l'opinion. Le président Vizcarra a alors cherché à tirer profit de cette situation en affichant la plus grande fermeté. La lutte contre la corruption est soudainement devenue sa priorité. Dans un discours prononcé à l'occasion de la célébration du « jour de la patrie », il a annoncé le lancement d'une vaste réforme du pouvoir judiciaire. Quatre initiatives de réforme politique ont été proposées au Parlement, qui devaient ensuite être soumises à référendum. Bien reçues par la population, elles ont fait bondir le taux de popularité du président de 39 % à 61 % en quelques semaines⁴. A partir de ce moment-là, ce dernier s'est efforcé de convaincre le Parlement de voter les projets de réforme concernant non seulement le pouvoir judiciaire, mais aussi le financement des partis politiques, le retour au bicaméralisme et l'interdiction de la réélection immédiate des parlementaires. Deux mois plus tard, se sentant soutenu par l'opinion, il a posé la question de confiance au Parlement qui, le 17 septembre, sous la menace d'une dissolution, a décidé de voter les quatre réformes. La pression sur les fujimoristes s'est amplifiée en octobre, quand un juge a annulé le pardon accordé à Fujimori et ordonné son retour en prison.

Aux élections municipales et régionales du 7 octobre 2018, les fujimoristes ont récolté le produit de leur très impopulaire stratégie d'obstruction. Leur candidat à la mairie de Lima a obtenu 2 % des suffrages et Force populaire n'a emporté que seize municipalités sur les mille huit cents que compte le pays⁵. Trois semaines plus tard, Keiko Fujimori a été incarcérée pour trente-six mois, dans le cadre d'une enquête sur le financement illicite de sa campagne par Oderbrecht.

³ Enquête réalisée par Pulso Perú pour la revue *Gestión* (8 juin 2018).

⁴ Enquête Ipsos Pérou du 12 octobre 2018 : la popularité de Vizcarra est passée de 35 % en juin à 46 % en août, puis à 61 % en octobre.

⁵ Données officielles (ONPE).

En définitive, personne n'est sorti vainqueur ou vaincu de la crispation politique continue qu'a connue le Pérou en 2017-2018. Toutefois, cette dernière a contribué à miner la démocratie, dont les soutiens sont déjà particulièrement faibles à l'échelle latino-américaine⁶. Les responsables politiques ont fait preuve de bien peu de maturité en se préoccupant essentiellement de leurs propres intérêts et non des problèmes des Péruviens.

Traduit par Olivier Dabène

⁶ Selon les enquêtes du Latin American Public Opinion Project (LAPOP) de ces dernières années (www.vanderbilt.edu/lapop/).